

LOIRE-ATLANTIQUE

Le magazine du Département

janvier - février 2024 #182

Tout le monde veut sortir du RSA

FINANCES

Un budget
en danger
P. 6

EN IMAGES

Une cour de collège
plus verte
P. 23

EN BD

À l'écoute
des ados
P. 35



DANS LE MAG'

JANVIER / FÉVRIER 2024 - NUMÉRO 182



Le mag'
en version
numérique :

loire-atlantique.fr/lemag



Accessible
sur **Vocale Presse**
ou un **lecteur Daisy**

Toutes les infos
toutes les actus :
loire-atlantique.fr

“ Des recettes qui s’effondrent, des dépenses sociales qui augmentent, le budget du Département est en danger. Confrontés à une impasse budgétaire, comme le sont tous les autres Départements, nous avons pris la décision, en responsabilité et par souci de sincérité, de reporter le vote du budget 2024 au printemps. La Sarthe et le Maine-et-Loire ont pris la même décision.

Comment expliquer cette situation inédite ? C’est simple, l’État a supprimé la taxe foncière pour les Départements et l’une de nos principales recettes vient désormais des frais de notaire. En clair, l’État a fait le choix de financer les politiques de solidarité par le marché immobilier. Résultat : nos ressources sont soumises aux variations de la conjoncture économique. Avec l’intensification de la crise immobilière et la chute des transactions, ce sont 92 millions d’euros que nous avons perdus cette année. S’ajoutent à cela 200 millions que l’État nous doit et devrait nous verser pour prendre en charge des dépenses qu’il nous impose

et nous fait payer. L’équation à résoudre est compliquée ! C’est pour cela qu’il faut prendre le temps d’adapter le budget 2024. Notre capacité à pouvoir agir demain, en faveur des habitantes et des habitants, se joue maintenant ! Nous sommes déterminés à poursuivre la mise en œuvre de notre projet solidaire et écologique.

Michel Ménard,
président
du Département
de Loire-Atlantique



2024 le budget en danger



QUEL HORIZON POUR LES **ALLOCATAIRES DU RSA ?**

À quoi sert le RSA ? Revenu minimum pour survivre, mais aussi tremplin vers une vie meilleure, le RSA est souvent décrié, mais indispensable. Nous avons rencontré des allocataires qui racontent pourquoi.

P. 8



© R. Beuchot

En BD **À l'écoute des ados** **P. 35**



BUDGET

DU DÉPARTEMENT :

« Face à la baisse exceptionnelle de nos recettes, nous devons reporter le vote du budget »

Ali Rebouh, vice-président finances du Département

P. 6



Association culturelle des Castors de Pessac

Je me souviens

Mouvement des Castors

« Nous ne bâtissons pas chacun notre maison, nous bâtissons ensemble notre cité »

P. 32

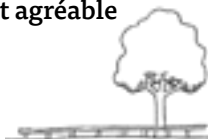


© V. Jonchère

À la cour comme au jardin

Visite en photos d'une cour de collège plus végétale et agréable à Donges.

P. 23



Loire-Atlantique, le magazine du Département - n° 182, janvier/février 2024 - ISSN : 1281-2919
Directeur de la publication : Michel Ménard - **Codirecteurs de la publication :** Dominique Robin et Arnaud Bourdin - **Rédaction :** Olivier Gazio, Matthieu Bonamy, Alexia Rabu, Valérie Gautier
Lectrice - Correctrice : Laurence Beilvert - **Studio graphique :** Pierrick Limousin, Laurence Grosseau-Roy
Couverture : Paul Pascal - **Photos :** Paul Pascal, sauf mention contraire - **Illustrations :** Marina Le Ray

Vous ne recevez pas le magazine, une question, un commentaire ? Écrivez-nous !

par courrier : Département, magazine Loire-Atlantique, 3 quai Ceineray - CS 94109 - 44041 Nantes cedex 1
par téléphone : 02 40 99 14 44 - par courriel : magazine44@loire-atlantique.fr

Impression : Imprimerie Lenglet
Tirage : 714 800 exemplaires
Papier : 100 % recyclé
Diffusion : Adrexo



ENFANCE EN DANGER

De nouvelles places pour répondre aux urgences



Annoncées il y a tout juste un an par le Département, de nouvelles places d'accueil pour les enfants qui lui sont confiés ouvrent ce mois de janvier. Tout d'abord, sept places en pouponnière, à Saint-Nazaire, pour les bébés et enfants de moins de 3 ans. Elles viennent compléter l'offre d'accueil d'urgence du Centre départemental enfance famille, qui compte désormais 168 places. Sa dotation s'élèvera à 18 millions en 2024. Un nouveau pôle voit également le jour à Châteaubriant : 17 enfants pourront être accueillis dans une maison d'enfants à caractère social (MECS), qui comptera à terme 66 places. Un montant de 2 millions annuels en fonctionnement est prévu en 2024 pour cette structure, où les enfants et les équipes s'installeront ce mois-ci. Pour répondre aux besoins grandissants dans le domaine de la protection de l'enfance ces dernières années, 348 nouvelles places ont été autorisées depuis 2021. Le Département en a d'ores et déjà ouvert 253. En Loire-Atlantique, 6 855 enfants sont sous mesure de protection de l'enfance, dont 3 267 placés hors de leurs familles.



© S. Assous

Budget participatif

56 projets choisis par vous !

Vous avez été près de 22 000 personnes à voter dans toute la Loire-Atlantique pour sélectionner les projets gagnants du premier budget participatif du Département. À la suite de la validation du comité citoyen, 56 lauréats ont été désignés. Par exemple, un centre de soins pour animaux à Machecoul, des tiny houses, ou micromaisons, pour des femmes sans abri à Saint-Nazaire. Toutes les initiatives retenues s'inscrivent dans l'une des trois thématiques phares du budget participatif du Département : la solidarité, la citoyenneté et l'écologie. Consultez dès à présent la liste complète des projets.

participer.loire-atlantique.fr



Le nouveau musée Dobrée ouvre en mai !

En mai, fais ce qu'il te plaît ! Et va au musée Dobrée ! Rénové, restauré, agrandi et modernisé, ce musée du Département de Loire-Atlantique ouvre ses portes le samedi 18 mai. Ce lieu chargé d'histoire, situé dans le centre de Nantes, est à redécouvrir du sous-sol au plafond. Avec ses collections couvrant 5 000 siècles d'histoire, ses nouveaux espaces et jardins ouverts sur la ville et un parcours de visite inclusif, le nouveau Dobrée ouvre, mais surtout s'ouvre, à tous les publics !

loire-atlantique.fr/musee-dobree



© J.F. Foyot

La Loire-Atlantique : portrait en chiffres

L'INSEE a passé notre territoire au crible. En voici une synthèse. Avec 1 445 000 habitant-es, la Loire-Atlantique poursuit sa dynamique démographique et gagne **1,2% de population par an**, contre 0,9% en moyenne dans des départements du même type. 68% de cette augmentation est due au solde migratoire, avec l'arrivée de nouvelles familles. Autre point : on compte **10 jeunes pour 7 seniors**, ce qui place notre département parmi les plus jeunes.

Du côté de l'emploi, il est très encourageant, avec un **taux de chômage de 5,7%, contre 7,3% en France** : cette dynamique économique est portée par des spécificités industrielles (aéronautique, navale) et tertiaires (numérique). Cet essor est relativement équilibré et partagé : la Loire-Atlantique recense moins d'inégalités de revenus et de pauvreté que la moyenne nationale.

Au niveau environnemental, si **les émissions de gaz à effet de serre ont baissé de 11%** depuis 2008, 87% des actifs qui travaillent hors de leur commune utilisent leur voiture. Parmi les faiblesses, l'INSEE note qu'il manque des équipements de proximité dans le domaine de la santé et que le marché du logement est en tension.

[insee.fr](https://www.insee.fr)

2024

Une année majeure pour l'éducation

L'année 2024 sera l'année de l'éducation pour le Département de Loire-Atlantique.

Trois collèges publics ouvriront à Chaumes-en-Retz, Nantes et Saint-Herblain en septembre prochain. Cette même rentrée sera marquée par la mise en place de la tarification solidaire dans des cantines de collèges publics, pour permettre aux enfants des familles modestes de se nourrir correctement. Tous les élèves des collèges titulaires d'une bourse se verront proposer un ordinateur portable le temps de leur scolarité au collège. Enfin, l'expérimentation de mixité sociale pour favoriser la réussite scolaire de tous les enfants démarrera aussi dans neuf mois dans un secteur ouest de Nantes.

[loire-atlantique.fr/education](https://www.loire-atlantique.fr/education)



« Face à la baisse sans précédent de nos recettes, nous reportons le vote du budget »

Exposé à une baisse majeure de ses recettes, le Département reporte le vote du budget 2024 de trois mois. Ali Rebouh, vice-président en charge des finances, nous explique ce choix.

Quelles sont les recettes du Département ?

« Elles sont composées à 52% de recettes liées au marché immobilier et à la consommation. Ce sont respectivement les droits de mutation à titre onéreux (DMTO), connus du grand public comme " frais de notaire ", et une partie de la TVA transmise par l'État. Les 48% restants sont des dotations de l'État. »

Pourquoi le vote du budget est-il reporté ?

« Nous avons reporté le vote de notre budget car il n'était plus d'actualité tel qu'il avait été finalisé en octobre. La baisse

prévue des DMTO en 2023 s'est accélérée par rapport aux prévisions que nous avions : en juin, ils devaient perdre 10% par rapport à 2022. En décembre, nous sommes à -23%, soit 92 M€ de moins par rapport aux recettes envisagées. L'État nous a par ailleurs annoncé une baisse de 9 M€ sur la TVA. Nous allons retravailler un nouveau budget avec ces nouvelles contraintes. Les orientations seront présentées en février, puis le budget lui-même du 25 au 27 mars prochain. »

L'État ne peut-il augmenter ses dotations ?

« Depuis des années, l'État ne

nous rembourse déjà pas l'intégralité du montant des allocations individuelles de solidarité, c'est-à-dire l'allocation personnalisée d'autonomie pour les personnes âgées (APA), la prestation



52%

des recettes du Département proviennent des frais de notaire et de la TVA.

de compensation du handicap (PCH) et le revenu de solidarité active (RSA). Cette année encore, nous avons compensé 200 M€ pour verser ces allocations aux habitant-es qui en ont besoin. La situation est inquiétante, car elle fragilise tous les Départements et nous n'avons aucun levier fiscal. »

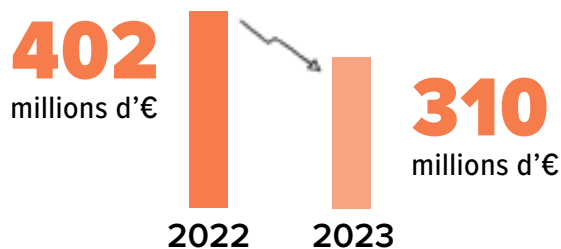
N'auriez-vous pas pu épargner quand les recettes étaient meilleures ?

« Lorsque les DMTO étaient en hausse, nous avons réduit notre endettement, nous avons compensé l'argent non transmis par l'État pour verser l'APA, le RSA et la PCH, et nous avons accru de 48% le budget de la protection de l'enfance, dont les besoins explosent depuis 2020. Par ailleurs, dans un territoire qui compte 16500 habitant-es supplémentaires chaque année, nous avons investi comme jamais pour créer ou cofinancer les services publics nécessaires à la popula-



+ 16 500
habitant-es en plus
par an et des dépenses
sociales qui augmentent.

Frais de notaire : une recette en baisse de 92 millions d'euros



« Cela interroge d'avoir à financer des dépenses sociales obligatoires avec des recettes basées sur un marché fluctuant comme l'immobilier. »

tion : collègues et écoles publics, résidences autonomie pour les personnes âgées ou revenu jeunes, entre autres. »

Quelles économies allez-vous faire ?

« Les vice-présidentes et les vice-présidents, avec leurs services, vont chercher des économies, en fonctionnement et en investissement. Nous allons reporter ou réinterroger certains projets. Notre budget 2024 sera très prudent, car rien n'indique que 2025 sera meilleure. Cela interroge d'avoir à financer des dépenses sociales obligatoires avec des recettes basées sur un marché fluctuant comme l'immobilier. Des actions collectives et individuelles des Départements

ont été menées pour alerter l'État. Michel Ménard a personnellement interpellé deux fois le président de la République. Nous devons retrouver de l'autonomie fiscale. »

200
millions
d'euros

c'est, par an, la somme que nous payons à la place de l'État pour verser les allocations de solidarité aux personnes âgées, en situation de handicap ou au RSA.

En savoir plus
loire-atlantique.fr

DOSSIER



Teddy, habitant du Vignoble, allocataire du RSA.



Tout le monde veut sortir du RSA

Faut-il demander beaucoup à celles et ceux qui n'ont rien ? Alors que la nouvelle loi sur le plein emploi focalise le débat sur les devoirs des allocataires du RSA, certains se demandent à quoi sert vraiment le RSA. Cette aide, prise en charge par le Département, repose sur deux piliers : offrir des moyens de survie aux personnes les plus pauvres et proposer un accompagnement vers une meilleure insertion, sociale et professionnelle. Les allocataires que nous avons rencontré-es le racontent : vivre au RSA, c'est dur. Et leur objectif, c'est d'en sortir.

**Le RSA,
entre
urgences et
reconstruction**

P. 10

**À Saint-Nazaire
on teste un
accompagnement
XXL**

P. 12

**Le droit
à l'insertion
en danger**

P. 13

Le RSA, entre urgences et reconstruction

« **Le RSA, ça me crève le cœur d'y être, mais ça m'a sauvé la vie.** » Emma, habitante du Pays de Retz, a besoin de stabiliser sa situation.

Il y a moins d'un an, elle a dû tout abandonner, en urgence, avec ses deux enfants. Son mari violent la frappait et menaçait sa vie. Aidée par des associations, elle se cache dans une maison, maintenue secrète, fait l'école à la maison pour ses deux filles. Le RSA est la seule ressource financière de cette ancienne auto-entrepreneuse dans l'immobilier. Elle n'a plus accès à ses comptes en banque, doit refaire tous ses papiers, se bat pour survivre. Reprendre le travail dans ces conditions ? « Je suis impatiente de retravailler, mais ma conseillère de l'Unité emploi m'accompagne, pour construire un projet, pour que ma nouvelle vie reparte mieux. Le RSA, même si c'est dur, m'offre cette pause dont j'ai besoin. » Malgré tout, elle culpabilise : « On me fait sentir que je suis au RSA et j'intègre de mauvais réflexes : quand je fais deux heures de méditation, j'ai honte de m'accorder un " petit plaisir ". Comme si je devais toujours rendre des comptes, comme si mon temps ne m'appartenait plus tout à fait. »



La précarité mine la confiance

En dehors du fait qu'ils sont pauvres, les allocataires du RSA partagent également plusieurs constantes, notamment le manque de confiance en eux et la souffrance psychologique. Olivier Le Fournier, qui dirige l'association SAMPS, propose un accompagnement psy des allocataires du RSA : « Des allocataires du RSA n'honorent pas leur rendez-vous, parce que la précarité et le rejet de la société réveillent des traumas, qui sapent leur volonté et les font renoncer. Avec quelques séances de consultation d'un psychologue clinicien, on peut réenclencher une dynamique positive. C'est le sens même du RSA, qui doit permettre au plus grand nombre de rebondir. » Autre difficulté majeure : l'isolement. Myriam valorise l'aide qu'elle a trouvée dans des moments de crise : « Quand mon logement a brûlé, heureusement qu'une association, Saint-Benoît-Labre, m'a aidée à me reloger. Quand j'ai dû trouver une voiture pour aller travailler, heureusement



Un tiers des ménages au RSA sont des familles monoparentales.

Droits et devoirs :

Créé en 2008, le revenu de solidarité active (RSA) est un droit, pour toute personne de plus de 25 ans qui ne peut subvenir à ses besoins. Il est indissociable d'un droit à l'accompagnement, proposé à tous les allocataires, avec un contrat d'engagement réciproque. Tous les trois mois, les allocataires doivent remplir une déclaration de ressources, à partir de laquelle le montant du RSA peut être réajusté. Selon le nouveau projet de loi Plein emploi, adopté à la fin 2023, les allocataires devront s'engager sur un plan d'actions correspondant à un minimum de 15 heures d'activités hebdomadaires, sauf difficultés particulières (santé, handicap, parent isolé...).

qu'à l'Unité emploi on m'a débloqué une aide à la mobilité pour acheter un véhicule d'occasion. »

40 % des allocataires sortent du RSA en moins d'un an

En Loire-Atlantique, on dénombre près de 29 000 allocataires du RSA. Chaque mois, 2 000 personnes rentrent dans le dispositif, 2 000 en sortent également. 40 % des allocataires sortent du RSA en moins d'un an, un tiers fait des allers-retours entre emplois précaires et RSA et un dernier tiers reste bloqué au RSA, avec des freins à la reprise d'activité plus marqués : garde d'enfants, problèmes de santé, manque de logement ou peu de moyens de se déplacer. Les déplacements, c'est ce qui a mis Teddy, habitant du Vignoble, en difficulté et qui explique ses allers-retours entre travail et RSA. Alors qu'il a passé un CAP dans la maçonnerie, il trouve quelques petits boulots dans la manutention, mais pas suffisamment pour payer son permis.



Quand il réussit à s'inscrire, l'auto-école, qu'il a payée, dépose le bilan et il se retrouve sans économies. Grâce à l'accompagnement de l'Unité emploi du Département, il passe enfin son permis. Fini le scooter : il va bientôt quitter le chantier d'insertion, où il travaille à l'entretien des espaces verts, et postuler à d'autres métiers dans le domaine de la logistique, qui recrute, mais pas à côté de chez lui.

Accompagnement **XXL** à Saint-Nazaire

Le Département de Loire-Atlantique expérimente, avec la réforme France Travail, un accompagnement plus poussé, auprès de 1 500 allocataires à Saint-Nazaire.

Que se passe-t-il quand je demande le RSA pour la première fois ? Dans les quinze jours, je suis reçu-e à un entretien d'orientation pour faire le point sur ma situation et désigner un référent : si je suis relativement autonome, c'est Pôle emploi qui va assurer mon suivi ; si j'ai quelques difficultés (mobilité, logement, garde d'enfant ou problèmes de santé), je peux être accompagné-e par une Unité emploi du Département ; si ces difficultés se cumulent et qu'elles m'empêchent de travailler tant qu'elles ne sont pas résolues, je vais plutôt bénéficier d'un accompagnement social, dans un Espace départemental des solidarités.

Le RSA, un parcours

« On n'arrive pas au RSA du jour au lendemain. Les situations se dégradent progressivement, avec des difficultés qui s'accumulent, qui peuvent prendre du temps à se résoudre », rappelle Christelle Clavier, chargée d'accompagnement à l'Unité emploi de la Presqu'île. Mais c'est une mission ardue, parce que le Département ne reçoit pas assez d'argent de l'État pour remplir cette mission d'insertion (voir l'interview p. 13), et parce que certains problèmes sont difficilement surmontables et ne dépendent pas que de l'allocataire :

« Trouver un logement abordable sur la Côte, faire garder ses enfants quand il n'y a pas de place en crèche ou ne pas trouver de médecin à cause des déserts médicaux, ce sont des freins que l'on ne maîtrise pas, des problèmes de société qui maintiennent les gens dans la difficulté », estime Guillaume Chancelier, chargé de relation avec les entreprises au sein de l'Unité emploi de Saint-Nazaire.

Plus rapide, plus efficace ?

L'expérimentation France Travail, avec des moyens supplémentaires de l'État, a permis de recruter de nouveaux professionnels pour mieux accompagner les allocataires de Saint-Nazaire. Gwenhael Nay, membre de cette nouvelle équipe, souligne que « cela permet de répondre plus vite aux besoins des gens, avant que certaines situations ne se dégradent. Nous voulons éviter les allers-retours entre reprise d'activité et RSA ». Ce suivi personnalisé, avec des visites d'entreprises, un accompagnement pour se déplacer, des activités pour reprendre confiance, existe déjà dans les Unités emploi du Département, mais, avec plus de moyens, il doit être plus efficace. Les Unités emploi, dispositif très rare en France, ont été créées par le

Département en Loire-Atlantique en 2009, avec l'aide de fonds européens. « L'ADN des Unités emploi, c'est de proposer des solutions sur mesure, avec des valeurs humanistes, sans limite de durée d'accompagnement, raconte Nelly Lucas, chargée d'accompagnement à Saint-Nazaire. C'est ce qui permet de construire une relation de confiance. »

Tout le marché de l'emploi doit évoluer. « Nous sommes sur un secteur géographique avec un quasi plein-emploi, avec des difficultés de recrutement, mais les allocataires que nous suivons ont des contraintes, pas toutes compatibles avec les exigences des entreprises, poursuit Guillaume Chancelier. Mais, maintenant, beaucoup d'entreprises proposent du temps de travail aménagé et des conditions de travail plus bienveillantes, conciliables avec la garde d'enfants ou les problèmes de santé des allocataires. » L'expérimentation France Travail se terminera à la fin de l'année.





Les chantiers d'insertion font partie des solutions d'accompagnement vers l'emploi.



« Le droit à l'insertion en danger »

Jean-Claude Barbier,

spécialiste des politiques sociales et directeur de recherches émérite à l'Université Paris I

Entre la création du RMI en 1988 et la nouvelle loi Plein emploi, qu'est-ce qui a changé ?

L'environnement idéologique et le manque de financement. Quand Michel Rocard crée le RMI en 1988, l'insertion était au cœur du projet, avec une ambition civique et républicaine, qui dépassait le seul cadre du travail. Mais très vite, une logique budgétaire, une obligation de résultat a plombé cette ambition. Aujourd'hui, c'est une remise en cause de notre protection sociale, avec le but affiché de faire des économies : imposer des sanctions pour les allocataires qui ne mériteraient plus d'être aidés, c'est une rupture qui sous-entend que toute insertion passera par le travail, que le travail se trouve facilement. Mais de quels emplois parle-t-on ? Le droit à l'insertion, qu'on appelle droit à l'accompagnement, est en danger. La Cour des comptes, dans son dernier rapport sur le RSA, a reconnu que le volet accompagnement vers l'insertion n'était pas suffisant : la partie insertion est sous-financée par l'État,

à hauteur de 40 %. Le RSA s'est transformé en revenu de survie, avec peu de possibilités d'insertion dans des emplois de qualité. Pourtant, toutes les études montrent qu'un bon accompagnement apporte des résultats.

Est-ce une situation propre à la France ?

Pendant des années, le système de protection sociale en France a été efficace pour lutter contre la pauvreté. Sans ces dispositifs, la misère et la pauvreté seraient beaucoup plus fortes. Mais on voit aujourd'hui que ce système est globalement remis en question. Les indicateurs sont moins bons, la pauvreté et les inégalités s'accroissent. Dans d'autres pays, comme l'Allemagne, on voit une évolution différente. Alors qu'on acceptait une situation où beaucoup de travailleurs, mal payés, vivaient dans la pauvreté – les emplois Schröder –, des décisions de justice et du monde politique, de droite comme de gauche, ont fait évoluer la lutte contre la pauvreté, avec plus de droits pour les personnes pauvres.



Mohammad Aboubakar
aide-soignant
à l'Ehpad de Trignac

L'emploi après le RSA

Dans le secteur médico-social, les besoins sont nombreux et beaucoup d'établissements peinent à recruter. À l'Ehpad Camille-Claudé, on a décidé de changer de méthode. Sahra Djeradi, la directrice, explique : « Avant, nous formions beaucoup de personnel aux métiers du soin, mais nous rencontrions au moins 70% d'échecs parce que cela ne correspondait pas aux personnes que nous formions : il y avait des difficultés de transport, de garde d'enfants. Avec un système de tailage plus souple, nous avons réussi à fidéliser les personnes formées, qui sont maintenant près de 70% à rester. » Parmi elles, Karen, qui, après avoir passé trois ans au RSA, pour s'occuper de sa fille, a signé un contrat aidé. « J'ai pu reprendre progressivement avec quatre heures par jour, après des années d'isolement. Maintenant, je suis en CDI. » Mohammad est lui en formation d'aide-soignant. D'origine soudanaise, il a quitté son pays en guerre il y a huit ans. Il n'est plus au RSA et découvre le monde du soin depuis sept mois, avec un contrat d'insertion. « J'aime parler avec les personnes âgées, ça me fait progresser en français. Après ce contrat, j'espère devenir infirmier. »



Jérôme Alemany,

vice-président du Département de Loire-Atlantique, Action sociale de proximité, insertion et lutte contre l'exclusion

Nous avons choisi d'expérimenter France Travail à Saint-Nazaire, à travers un accompagnement renforcé des allocataires du RSA. Parce que nous croyons qu'en apportant des solutions concrètes aux personnes en difficulté on peut les faire avancer vers l'insertion et l'emploi. Vivre au RSA, c'est non seulement être privé-e d'emploi, mais

« **Non aux menaces,
oui à un meilleur
accompagnement** »

c'est aussi souvent manquer de formation, ne pas avoir un logement décent à soi, avoir des problèmes de santé et être mal soigné, ne pas avoir de solution de garde pour ses enfants, de véhicule pour se déplacer... Menacer de sanctions les personnes qui ont de telles difficultés, ce n'est pas notre philosophie. Plutôt que de pointer du doigt les allocataires et leurs devoirs, mettons en pratique un vrai droit à l'insertion. Donc, nous disons oui à un meilleur accompagnement, pour améliorer le suivi humain et les conseils personnalisés pour chaque allocataire. Ce qui veut dire que l'Etat doit enfin apporter des moyens aux Départements pour financer cette insertion à la hauteur des besoins.

RSA

Le revenu de solidarité active, créé en 2008, s'est substitué au revenu minimum d'insertion et à l'allocation parent isolé. C'est le Département qui finance cette allocation et assure le dispositif d'insertion des allocataires.

loire-atlantique.fr/rsa

Combien touche en moyenne un allocataire du RSA en Loire-Atlantique ?

- 537 euros
- 757 euros
- 907 euros

source LSS

25 %
des allocataires
du RSA
travaillent,
mais souvent à
temps très partiel.

Une expérimentation en cours à Saint-Nazaire

Appelée France travail, elle a été lancée depuis septembre dans le quartier de la gare de Saint-Nazaire. Deux fois plus de moyens sont consacrés à l'accompagnement.

29 000
allocataires du RSA
en Loire-Atlantique



Une nouvelle loi, avec plus de sanctions

La loi Plein-emploi, votée le 14 novembre, prévoit notamment, pour les allocataires du RSA, l'obligation d'effectuer 15 heures d'activité hebdomadaires, sous peine de possible sanction.

Plateforme
d'orientation RSA :
0 800 844 044

(numéro vert - appel gratuit)

Pour aller plus loin

Les rapports du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale
Cnle.gouv.fr

Où va l'argent des pauvres,
Denis Colombi, éditions Payot



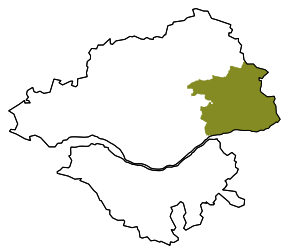
« *Pouvoir rester chez moi
c'est essentiel* »

Téléassistance, aides financières,
aménagement du logement...

**DES SOLUTIONS POUR
VIVRE CHEZ VOUS**

L'actu

près de chez vous



Ancenis

loire-atlantique.fr/delegation-ancenis



LA CHASSE AUX WATTS

Pays d'Ancenis — Pour les ménages à faibles revenus, les dépenses en énergie peuvent vite devenir insoutenables. Pour les aider à faire des économies, les services du Département qui les accompagnent proposent des sensibilisations aux écogestes. Dans le pays d'Ancenis, c'est l'association Eola (Éoliennes en Pays d'Ancenis) qui peut intervenir auprès de ces familles. Spécialiste de l'éolien citoyen, elle diversifie ses actions dans le domaine plus global de l'énergie. Pour réaliser cette chasse aux watts superflus, Eola prête des mallettes avec des wattmètres (qui mesurent la puissance consommée), des mousseurs à robinet ou des ampoules basse consommation. « Grâce à cette première approche, nous pouvons aussi détecter des problèmes plus structurels du logement, comme une mauvaise isolation ou un thermostat qu'on ne peut pas régler. Nous aidons alors les familles à intervenir auprès du propriétaire », précisent Didier Maignan et Roselyne Cottineau, qui ont accompagné quelques ménages, avec 1 famille 1 toit ou Solid'Erdre. Prochainement, dans toute la Loire-Atlantique, un accompagnement plus complet de ces ménages en précarité énergétique sera réalisé par un nouveau service du Département, dans le cadre du programme Slime.

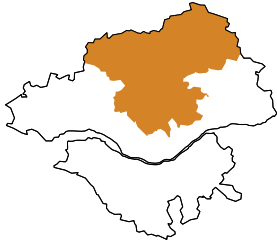
Vioreau, que tombe la pluie

Joué-sur-Erdre — Les travaux sur le barrage de Vioreau sont presque terminés. Il ne reste plus qu'à attendre que la pluie remplisse le réservoir. Puis les poissons seront réintroduits dans l'étang.

loire-atlantique.fr/vioreau

À Pannecé, on soigne les entrées

Pannecé — La commune mène des travaux d'aménagement importants des entrées de son centre-bourg. L'objectif est d'améliorer tous les modes de déplacement piéton, cycliste, automobile ou d'engins agricoles et de rénover voirie et trottoirs, qui étaient usés. Les travaux sur la partie ouest devraient être terminés à l'automne 2024. Le Département a apporté une aide de 700 000 euros pour ce projet estimé à 1,7 million d'euros.



Châteaubriant

loire-atlantique.fr/delegation-chateaubriant

Une fromagerie dans la ferme



Puceul — Les fonds européens, la Région et le Département peuvent financer des investissements d'exploitations agricoles, pour encourager les circuits courts et l'approvisionnement pour la restauration collective. Le Gaec de la Vallée de Saint-Flour, à Puceul, va bénéficier d'une aide pour construire une fromagerie dans sa ferme et transformer 200 000 litres de lait en fromages frais, tommes ou fromages blancs.

VÉLOCAL

Blain — Dans sa semaine de travail, Christian (en photo) apprécie particulièrement un moment : celui de la tournée à vélo pour aller collecter des biodéchets. Travailleur dans l'établissement et service d'aide par le travail (ESAT) de Blain, il sillonne la ville, toujours avec au moins un collègue, pour ramasser des bacs de déchets organiques dans des restaurants, boulangeries ou écoles. Entre janvier et octobre 2023, plus de 9 500 kg ont ainsi été ramassés, pour être valorisés en compost. Cette expérimentation de tournée à vélo s'intègre à une politique globale de développement de la pratique du vélo à l'ESAT. « Pour se rendre au restaurant au moment de la pause déjeuner ou pour venir au travail au quotidien, le vélo peut être adapté aux travailleurs et travailleuses en situation de handicap de notre établissement », raconte Nathalie Briot, encadrante de l'établissement.



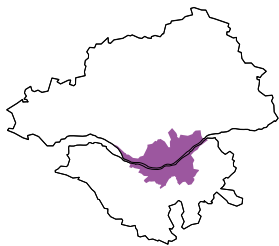
« Christian sillonne la ville pour récolter des déchets organiques »

L'établissement a donc sollicité, à plusieurs reprises, le Département et son appel à projets pour développer la pratique du vélo au quotidien. Des cours de sécurité pour apprendre à pédaler sans stress sont des encouragements efficaces : « De plus en plus de personnes utilisent les vélos, d'autant que, localement, des itinéraires cyclables sécurisés se mettent en place et que nous avons installé des abris à vélos devant notre établissement », raconte la responsable de l'ESAT, Amélie Le Canderf. Prochain projet : acheter un Woodybus, un vélo collectif en bois, pour transporter des groupes, voire remplacer certains usages de la voiture.

loire-atlantique.fr/velo-quotidien

Sécuriser la production d'eau potable

Massérac — Le Département et Atlantic'eau protègent les zones de captation d'eau potable, pour sécuriser la production indispensable de l'eau que nous utilisons au quotidien. À Massérac, le Département va financer un troisième forage, pour maintenir le pompage en cas de panne ou de nettoyage. Ces travaux sont complémentaires de la réhabilitation du site de production d'eau potable, qui s'achèvera fin 2024.



Nantes

loire-atlantique.fr/delegation-nantes

50 FUTURS LOGEMENTS POUR DES SDF



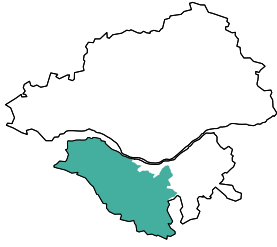
Nantes — Bientôt, 50 petits logements se nicheront au milieu du vaste projet de transformation de la caserne Mellinet, à Nantes. Des appartements de 16 et 19 m², destinés à des personnes en situation de grande précarité et d'exclusion. Le projet est porté par l'association Aurore, dont Adrien Palumbo (en photo) est le chef de service à Nantes : « Nous travaillons sur ce projet depuis maintenant quatre ans. Ce site nous a initialement été prêté à la suite de l'évacuation des migrant-es du square Daviais, en 2018. Puis on nous a demandé de le réouvrir pour le plan hivernal de 2019, juste avant le Covid, et il n'a jamais fermé depuis. On accueille ici des personnes qui ne rentrent plus dans les centres d'hébergement pour des problématiques d'addiction, de troubles psychiatriques non stabilisés ou simplement parce qu'ils ont vingt ans de rue derrière eux et s'adaptent difficilement au cadre des centres. » Logés dans des Algeco, ces hommes bénéficient ici de règles moins strictes mais sont tout de même accompagnés par l'association. En juin 2024, ils pourront accéder à ces appartements, comprenant également des pièces de vie commune. « Mais le fossé est énorme entre ces Algeco et les appartements individuels. Ici, ils vivent entre le dedans et le dehors. Nous allons devoir mettre en place un accompagnement pour préparer cette installation », précise Adrien Palumbo. Le Département de Loire-Atlantique, dans le cadre de son dispositif « Logement d'Abord », a subventionné ce projet à hauteur de 300 000 €.

Nouveau jour pour le Soleil-Levant

Saint-Herblain — Le centre social du Soleil-Levant, situé dans le quartier du Preux à Saint-Herblain, est l'un des plus anciens de Saint-Herblain. Plusieurs aménagements importants, menés par la commune, Nantes métropole et le Département, sont en cours pour redynamiser ce secteur, dont le nouveau collège Ernest-Renan. Le centre socioculturel sera rénové, pour être plus pratique et plus convivial, d'ici à 2025. Le Département accompagne ces travaux avec une subvention de près de 500 000 euros.

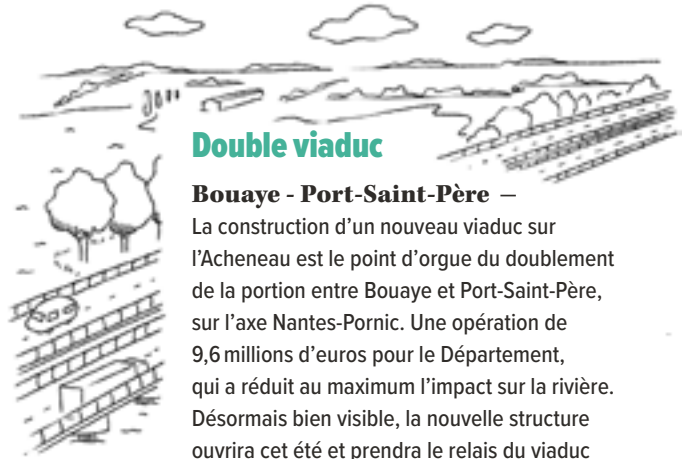
Une cuisine centrale pour trois communes

Circuits courts — À la rentrée 2024, une nouvelle cuisine centrale permettra de préparer les repas des écoles de trois communes : Saint-Sébastien-sur-Loire, Les Sorinières et Vertou. Dans ce bâtiment mutualisé, construit à Vertou, sur le site de la Presse au vin, seront préparés jusqu'à 5 000 repas par jour. Des produits locaux, du bio, une éducation à l'alimentation... Le Département de Loire-Atlantique soutient ce projet à hauteur de 1,3 million d'euros.



Pays de Retz

loire-atlantique.fr/delegation-pays-retz



Double viaduc

Bouaye - Port-Saint-Père —

La construction d'un nouveau viaduc sur l'Acheneau est le point d'orgue du doublement de la portion entre Bouaye et Port-Saint-Père, sur l'axe Nantes-Pornic. Une opération de 9,6 millions d'euros pour le Département, qui a réduit au maximum l'impact sur la rivière. Désormais bien visible, la nouvelle structure ouvrira cet été et prendra le relais du viaduc existant, le temps de travaux sur celui-ci. Les deux viaducs, en parallèle, seront opérationnels en 2025.



© Agence Vallois Pays de Loire pour page Pays de Retz

UN JARDIN QUI RENATURE

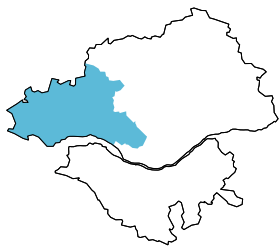
Saint-Michel-Chef-Chef — Imaginez des terrains de tennis désertés, un parking et une aire de jeux vétuste métamorphosés en un jardin maritime qui résonne de rires d'enfants. Chimère ? Non, une réalité pour les riverain-es du jardin du Mail, situé à Tharon. C'est en 2020 que la commune de Saint-Michel-Chef-Chef propose à sa population de réfléchir au devenir du square du Mail. Après plusieurs étapes de concertation, une piste est retenue : un jardin dans un esprit pinède avec promenade sinueuse, arrière-plage et terrain d'aventures remplacera l'existant. « Mais tout en réutilisant le maximum de matériaux et en renaturant le plus possible, raconte Françoise Couilleau, élue de la ville. Ainsi, un quart du site est désimperméabilisé pour laisser l'eau de pluie pénétrer le sol. Une partie de la surface des courts de tennis a été conservée mais le reste a été concassé pour servir de paillage et de remblaiement et une autre partie sert même de bancs. L'ancien club-house a été

« Un jardin dans un esprit pinède avec promenade sinueuse »

transformé en sanitaires publics et les 10 arbres coupés ont été broyés pour être réutilisés dans le paysage du jardin. Les jeux installés sont neufs. » Et la nature alors ? Elle est bien présente, avec 21 arbres conservés, 39 arbrisseaux, 200 arbustes et 9 200 vivaces plantés. Si pins maritimes et parasols dominent, ils voisinent avec d'autres essences, comme le peuplier, le tremble, l'aulne, l'érable, le chêne-liège ou l'amélanchier. Un projet soutenu par le Département à hauteur de 76 804 € via son contrat Renaturer.

Des centres socioculturels essentiels

Soutien aux communes — Les centres socioculturels (CSC) dynamisent les petites communes ou les quartiers de grandes villes avec des activités culturelles qui permettent aux habitant-es, et notamment aux jeunes, de se retrouver. Le Département y voit un facteur de lien social, d'émancipation et de citoyenneté qu'il souhaite encourager. C'est pourquoi il vient d'attribuer 46 875 € aux CSC de Chaumes-en-Retz, Port-Saint-Père, Paimbœuf et Chauvé.



Saint-Nazaire

loire-atlantique.fr/delegation-saintnazaire

SPORT : DES SENIORS QUI ASSURENT



Montoir-de-Bretagne — Le 1^{er} décembre, trois femmes et un homme enfilent un baudrier pour escalader le mur de la salle du gymnase de Montoir-de-Bretagne. Des jeunes retraité-es venus participer aux activités physiques de pleine nature proposées par le Département. « Depuis mi-novembre, les séances sont en intérieur avec l'escalade et bientôt le tir à l'arc, précise Yann Le Petit, chargé de projet sportif au Département, mais dès février, retour au grand air avec la course d'orientation, le golf et le canoë-kayak. Et nous avons encore de la place sur ce groupe ! » Touchant une cible de seniors, ces séances gratuites de sport santé proposent des disciplines rarement accessibles hors clubs. Véritable spiderwoman sur son mur d'escalade, Véronique, 64 ans, semble ravie : « Je suis contente de découvrir des activités que je n'ai jamais pratiquées et aussi de rencontrer du monde. » D'accord sur l'atout lien social, Miguel, retraité depuis un an, ajoute : « Moi je prends tout, du moment qu'il y a de l'activité, sinon, à la retraite, on s'encroûte ! » Récent sur le territoire de Saint-Nazaire agglomération, ce type de séances bimensuelles existe depuis trois ans sur le secteur de Pont-Château-Saint-Gildas-des-Bois. « Nous proposerons un créneau pour les seniors d'Estuaire et Sillon en septembre prochain et espérons en créer un quatrième pour Cap Atlantique », ajoute Yann Le Petit. Une fois bien installées par le Département, ces séances pourront être encadrées et gérées par les offices sportifs du territoire.

Pour s'inscrire, contacter le 06 87 72 48 96

Toutes les infos pour les seniors

Guérande — Nouvelle équipe, nouvelle organisation et nouveaux locaux ! Le CLIC Éclair'âge repart du bon pied pour informer la population des 12 communes de Cap Atlantique sur les droits des personnes de plus de 60 ans ou en situation de handicap. Plus de 1200 habitants et habitantes sont suivies par cette structure, cofinancée par le Département.

Notez la nouvelle adresse :

CLIC Éclair'âge

1 faubourg Sainte-Anne à Guérande

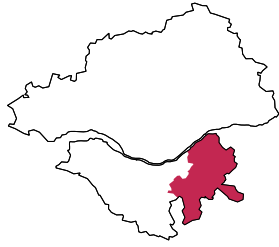
cliceclairage.com

Places en plus pour les Pit'choun

Saint-Gildas-des-Bois — La crèche multi-accueil Pit'Choun accueille 20 enfants de 2,5 mois à 4 ans des familles de la communauté de communes de Pont-Château-Saint-Gildas-des-Bois.

La structure a momentanément démenagé le temps des travaux qui permettront d'augmenter la capacité d'accueil de 4 places et de moderniser le bâtiment.

Le Département vient d'apporter un financement de 289 000 € à l'amélioration de cet équipement de service public.



Vignoble

loire-atlantique.fr/delegation-vignoble



Logements sociaux en construction

Aigrefeuille-sur-Maine — Depuis juin dernier, un programme de logements sociaux nommé l'Aventurine est en construction à 10 min à pied du centre-bourg. Pilotée par Habitat 44, bailleur social du Département, cette opération prévoit 9 appartements et 2 pavillons, mis en location début 2025. Le Département vient d'attribuer 11000 € par logement pour soutenir ce projet. Pour rappel, 64% de la population de Loire-Atlantique est éligible au logement social.



PLUS DE RESPECT PENDANT LES CONCERTS

Vignoble — Formée en 2017 par des jeunes alors tout juste majeurs, l'association Anima Sound « agit » régulièrement le territoire d'événements « Sound system », soit des concerts festifs de la mouvance reggae et dub sonorisés avec des murs d'enceintes. « Nous voulions pouvoir nous retrouver dans ce type d'événements, montrer que les jeunes peuvent les organiser avec rigueur et aussi les ouvrir à de nouveaux publics, plus familiaux », raconte Yanis Yousfi, l'un des membres du bureau. Dernier rendez-vous majeur en date, le Vineyard station 1 à Clisson, le 30 septembre dernier. L'association s'implique également dans des actions artistiques autour de la musique assistée par ordinateur (MAO) et du graff. « Sensibles à la bienveillance et à l'égalité, nous avons constaté que des discriminations, et notamment des violences sexistes et sexuelles, se produisaient aussi dans nos événements. Nous avons donc décidé de nous former pour y faire de la prévention. Siffler les filles bénévoles au bar pour qu'elles servent plus vite ne doit pas être toléré, par exemple. » Finalisée début décembre, la formation de l'association, avec la structure Ici c'est cool, a été soutenue par le Département. « La prévention passera par des affiches dans nos événements mais aussi avec un règlement clair et la signature d'une charte des publics à l'achat des billets. » Cette volonté de respect mutuel et de bienveillance animera évidemment le festival qu'Anima Sound ambitionne de créer dans le Vignoble.

« **Des discriminations, et notamment des violences sexistes et sexuelles, étaient constatées aussi dans nos événements.** »

LE FCN féminin à Mouzillon

Mouzillon — Le Département organise des rencontres sportives entre les équipes féminines locales de haut niveau et les jeunes de Loire-Atlantique. Le 6 mars prochain, les joueuses du FC Nantes viendront à Mouzillon pour partager leur passion, transmettre leur savoir et taper la balle avec des jeunes licencié-es de la commune.


À la cour comme au jardin

En 2021, le Département proposait aux élèves et personnels du collège Arthur-Rimbaud à Donges d'imaginer la cour de leurs rêves avec des paysagistes.

Objectif : végétaliser et repenser les espaces pour une cour apaisée.

Trois ans plus tard, les ambitions semblent atteintes.

Retour sur une expérimentation qui change la vie au collège.

 Paul Pascal





Avant les travaux, une réflexion participative pour changer une cour trop bétonnée.



Chargé-es d'imaginer la cour de leurs rêves avec des paysagistes et les services du Département en 2021, les élèves se sont impliqué-es pendant deux ans, jusqu'aux plantations finales. Au total, 20 espèces variées (menthe, sauge sclarée...) ont été plantées.



Une partie du bitume a fait place à du sable et des espaces de type sous-bois. Résultat sans appel : 5 °C d'écart ont été relevés entre l'ancien et le nouveau sol en période de chaleur.



Pour la convivialité, des agrès, des équipements sportifs, des bancs, un jeu d'échecs géant et une plateforme autour d'un bel arbre permettent aux élèves de s'exprimer et de s'amuser différemment.



Espace, fraîcheur et convivialité

Très impliqué·es tout au long de la transformation, Evann et Thaïs (photo) étaient en 6^e quand le Département a proposé au collège Arthur-Rimbaud d'expérimenter un nouveau type de cour. Aujourd'hui en 3^e, elle et il vivent cet espace autrement. « *Je me sens mieux, car il y a moins de bitume, plus de verdure, les copeaux de bois absorbent l'eau et il fait moins chaud* », raconte Evann. Pour Thaïs, « *C'est plus aéré, plus frais, il y a plus de place pour tout le monde. Les tables, la plateforme, ça donne plus de convivialité.* » Un seul regret : ne pas pouvoir en profiter plus longtemps. Après cette expérimentation, également menée au collège Victor-Hugo à Nantes, le Département souhaite végétaliser plusieurs cours par an. D'autres projets ont d'ailleurs démarré et le Département espère livrer, en 2024, les cours des collèges Raymond-Queneau à Machecoul, Pont-Rousseau à Rezé et Lucie-Aubrac à Vertou.



Plus d'infos sur :
[loire-atlantique.fr/
cours-des-colleges](https://loire-atlantique.fr/cours-des-colleges)

Hakim Bellabiod



**La breakdance
dans la peau**

Jeune prof de breakdance, Hakim Bellabiod est aussi H-Kim, qui électrise les battles de breaking dans toute la France. Il vise les JO de Paris, qui accueillent la discipline cet été.

C'est à 11 ans que Hakim Bellabiod découvre la breakdance, danse acrobatique issue de la culture hip-hop des années 1980. Il vient alors d'intégrer l'internat éducatif et scolaire des Apprentis d'Auteuil à Gorges, dans le Vignoble nantais. « Je rencontre un élève qui fait de la breakdance et là, ça me plaît tout de suite. Dès qu'on a un moment de libre, on s'y met et on apprend tout seuls, avec des vidéos, pendant des heures, jusqu'à choper les mouvements. » Les surveillants de l'internat les laissent s'entraîner dans la cour et dans une salle, en autonomie : « Ils avaient confiance : ils voyaient bien qu'on ne faisait pas de conneries. »

La breakdance comme base
Mais le binôme se perd de vue en quittant l'internat et Hakim, qui pratique moins, connaît quelques moments de flou : « La breakdance, c'était ma base. » L'envie revient vers ses 16 ans, quand il est à Redon, pour faire un CAP de charpentier. Il s'y remet à fond et se fait remarquer : « Je découvre, avec les festivals Hip Opssession au Lieu unique à Nantes, qu'on peut devenir professionnel. » Déterminé à acquérir rapidement son autonomie, il obtient une bourse, l'aide

globale d'indépendance pour avoir un logement. Il quitte Saint-Sébastien-sur-Loire, où il vit avec sa mère, pour s'installer à Nantes, puis devient intermittent du spectacle à 18 ans, grâce aux cachets de ses prestations de « B-Boy », terme utilisé dans le milieu du hip hop. H-Kim est né.

Détermination

À la même époque, Hakim crée avec deux amis le groupe BBN, qui participe avec succès à des battles.

« Cette danse permet vraiment de se canaliser »

Une succession de compétitions s'enchaîne alors, mais l'aventure tourne court à cause d'une blessure au poignet droit. Terminé le haut niveau selon les médecins..., mais pas pour lui « À force de rééducation et de volonté, je suis remonté au top. » Il a d'ailleurs accédé à la 3^e place du podium des championnats de France à Nancy, en octobre. « Ma mère, elle est fière, dit-il dans un sourire, mais moi, ce que je vise, c'est la première place. » Il s'entraîne donc pour les prochains championnats et dans l'intervalle, il y aura les qualifications pour les Jeux olympiques, en avril. « Je dirais que la fenêtre est juste entrouverte mais je sais que ça va être dur. »

Transmettre sa discipline

« C'est motivant la compétition, mais ça ne fait pas manger. » Hakim donne des cours depuis six ans, via deux structures, On-Off et La Breakrie. « La break transcende les frontières et les âges : j'ai donné des cours à des enfants handicapés dans un IME de Châteaubriant et c'était incroyable de voir leurs progrès, leurs sourires. Même les éducateurs étaient époustoufflés ! Cette danse permet vraiment de se canaliser. » Malgré sa jeunesse, Hakim a déjà une certaine philosophie : « J'ai animé un stage en prison et j'ai vu des jeunes qui avaient mon âge. Je leur ai dit : " Vous avez du temps pour réfléchir à ce que vous voulez faire de votre vie. Et si vous utilisez ce temps à faire du sport ou à lire des livres, ça vous fera progresser. " »

Break, Sport et Art

Mélange de danse et d'acrobatie, la breakdance nécessite un entraînement physique complet : course fractionnée, pompes, abdos, gainage, corde à sauter, les B-Boys et B-Girls sont de véritables athlètes. Mais c'est aussi une expression artistique où chacun-e apporte sa créativité et peut laisser sa marque. Particulièrement souple, H-Kim a créé quelques mouvements signatures, comme le Clash abstract ou la Ronde. À découvrir sur son site [breakrie.com](https://www.breakrie.com)



Zest for life

facilite le quotidien des malades chroniques



Gérer sa fatigue,
ses émotions
ou encore
la communication
avec ses proches.

« Face à un ou une malade, les soignant-es gèrent la partie médicale, l'aident à savoir, par exemple, se faire une injection, prendre correctement un traitement ou lire un bilan sanguin. En revanche, le corps médical sait moins répondre aux questions de la vie quotidienne : comment gérer sa fatigue, ses émotions ou encore la communication avec ses proches. C'est ça, l'éducation thérapeutique! », explique Élodie Basset, ingénieure dans le domaine. C'est aussi ce que propose la plateforme d'accompagnement en ligne Zest for life, qu'elle vient de lancer. L'éducation thérapeutique, apparue dans les années

1990 en même temps que les traitements de trithérapie contre le VIH, vise à faciliter le quotidien des malades chroniques. « À cette époque, les patient-es doivent ingérer 30 pilules par repas, gérer les effets secondaires des traitements...

On ne meurt plus du VIH, mais il faut apprendre à vivre avec », raconte la spécialiste. L'idée de Zest for life, elle, n'est pas venue de nulle part : « J'étais présidente de l'association La fabrique créative de santé, qui proposait, en partenariat avec le CHU de Nantes, de l'éducation thérapeutique. L'association fonctionnait depuis huit ans lorsque le Covid est arrivé. Pour ne pas laisser nos patient-es sans accompagnement, on a mis en place un suivi à distance. » La graine est semée et Élodie Basset planche sur une version numérique de son métier : « Nous organisons un premier rendez-vous en visio afin de proposer un parcours d'accompagnement personnalisé avec des séances sportives adaptées, des ateliers nutrition, des conseils pour gérer sa fatigue... Les patient-es sont alors orienté-es vers différents programmes écrits ou vidéo. L'idée n'est pas que ces malades soient suivis toute leur vie par Zest for life mais seulement quelques mois, le temps d'acquies certaines habitudes », conclut Élodie Basset.

Plus d'infos :

www.zestforlife.io

RE-PARE RÉCUPÈRE AUSSI VOS VOITURES!

Créé il y a près d'un an, le garage social et solidaire Re-pare s'est rapidement fait une place à Saint-Nazaire! Tous les jours, ce sont six, sept ou huit clients qui adhèrent à l'association. Le garage propose, grâce aux subventions qu'il reçoit, des réparations à coût réduits, calculées à partir des revenus des client·es. « 60% de nos client·es adhérent·es sont en difficulté et 40% sont solidaires, explique l'un des fondateurs, Jacques Malthieu. Une réalité qui pousse l'équipe et ses bénévoles à élargir leurs interventions. « On accompagne les gens bien au-delà de la réparation de leur voiture, notamment au niveau de la demande d'aides auxquelles ils ou elles peuvent prétendre. » Autre nouveauté : la récupération de voitures. « Si des personnes ont des voitures ne leur servant plus, ils peuvent nous en faire don contre une déduction d'impôts. On les récupère, on les répare et on les propose à la vente entre 1500 et 2000 €. Récemment, on a par exemple remis en état un utilitaire correspondant aux besoins d'une jeune maraîchère en pleine installation! »

Re-pare, 25 rue Jacques Offenbach, à Saint-Nazaire
Permanence le matin sans rendez-vous de 9h à 12h.



ALERTE LES ALLERGIQUES

Dès janvier, Karine Leréc, agent technique au jardin des plantes de Saint-Nazaire, débute sa tournée quotidienne au pollinarium. Tout commence par le noisetier, dont elle va traquer la première fleur. Le but? Créer une alerte au pollen pour les personnes allergiques! « Ici sont regroupées les plantes les plus allergisantes du secteur : six espèces d'arbres (noisetier commun, saule roux, chêne pédonculé...), deux herbacées (armoise, plantain) et sept graminées (vulpin, fléole, houlque...). Toutes ces plantes ont été prélevées dans la nature en Loire-Atlantique et replantées ici. Quand une espèce commence à émettre du pollen, une information est envoyée aux abonné·es de notre newsletter. Cela permet aux personnes allergiques de débiter leur traitement en amont des pics de pollen et de savoir quand l'arrêter. » Pour être informé·e : www.alertepollens.org



LES CASTORS DE L'OUEST, MOUVEMENT COOPÉRATIF DE CONSTRUCTION

« **Nous ne bâtirons pas chacun
notre maison, nous bâtirons
ensemble notre cité* »**

“

Il fallait 15 000 anciens francs pour adhérer à l'association des Castors de l'Erdre, et après, **chacun donnait 10 % de son salaire pour payer ses traites. Les grandes familles ont eu droit aux maisons avec 3 ou 4 chambres.**

Serge Gallon

* Extrait du règlement intérieur du Comité ouvrier du logement adopté le 30 avril 1950 à Rezé

Début des années 50. La pénurie de logements héritée de la guerre incite des ouvriers et salariés modestes à unir leurs compétences pour construire leurs propres maisons individuelles. Baptisé Castors en référence à l'esprit bâtisseur et collectif de l'animal, ce mouvement coopératif aujourd'hui disparu a permis la construction de plusieurs « cités Castors » à Saint-Nazaire, Nantes, Rezé ou Saint-Julien-de-Concelles.



© Association culturelle des Castors de Pessac

“

La construction des 59 maisons (cité des Castors de l'Erdre) a duré de 1951 à 1955 et nous avons vécu dans un wagon en attendant. **C'était dur pour les femmes car les maris étaient sur le chantier pendant leur temps libre.** Mais après un déménagement en brouette, que d'émotion de rentrer dans cette jolie maison avec salle d'eau et garage !
Marie-Thérèse Moreau

“

Je suis né dans une maison Castor de Claire cité à Rezé, en 1956. Mon père était aux chantiers à l'époque, puis il a travaillé à la Coop de la cité. J'ai moi-même acheté une maison près de chez mes parents en 1996 et j'ai intégré l'asso qui réunissait les 101 maisons.

Une autre génération est arrivée, très active : on a un groupe WhatsApp pour se donner des coups de main.

Jacques Renneteau

“

À notre arrivée en 2012 à Claire cité, l'association nous a remis un bouquin sur l'histoire du quartier. Et on s'est très vite investis.

Quand des nouveaux arrivent, on va à leur rencontre. S'ils veulent faire des travaux, on les met en contact avec des voisins qui avaient la même configuration de maison, pour avoir des bons plans.

Notre génération a apporté de nouvelles idées pour créer des événements culturels et festifs auxquels les retraités donnent beaucoup de leur temps.

Samuel Piveteau

“

Je suis entrée aux Castors en 1964, pour faire la comptabilité. C'était alors les Castors de Saint-Nazaire. Puis nous sommes devenus les Castors de Loire-Atlantique et enfin les Castors de l'Ouest, en 1969. C'était vraiment de l'entraide. Une fois le terrain acheté en commun, on construisait ensemble les ossatures et les maisons étaient extérieurement identiques.

Elles étaient ensuite tirées au sort pour être affectées à un couple, qui pouvait personnaliser l'intérieur.

Micheline Chauvel

APPEL À TÉMOIGNAGES

Dans le prochain numéro

La tour Bretagne



Un nouvel avenir attend la tour Bretagne, bâtiment déserté depuis 2020 pour cause d'amiante. Mais qu'est-elle pour vous, habitant-es de Loire-Atlantique ? Un symbole incontournable, une verrue architecturale, une vue imprenable ?

Contactez-nous par mail à l'adresse magazine44@loire-atlantique.fr

ou par voie postale

Loire-Atlantique magazine

3 quai Ceineray

CS 94 109 - 44041 Nantes cedex 1



“ Il faut rappeler le consensus scientifique : il n’y a pas de croissance infinie ”

Créé en 2020, le collectif français Scientifiques en rébellion s’implique face à la crise écologique. Rencontre avec Marius, docteur en physiologie végétale, engagé au sein du tout jeune groupe nantais.

Scientifiques en rébellion

est la branche française de l’organisation internationale Scientist Rebellion.
scientifiquesenrebellion.fr

Pour rejoindre le collectif nantais :
sernantes@mailo.com
[instagram@ser_nantes](https://www.instagram.com/ser_nantes)



Comment êtes-vous arrivé dans le collectif ?

« Après quatre années de thèse à l’INRA dans le domaine de la biologie végétale, j’ai eu besoin de prendre du recul. Et je me suis dit qu’il y avait peut-être autre chose à faire avant d’aller creuser l’infiniment petit. Comme j’aime la médiation scientifique et le partage des connaissances au grand public, Scientifiques en rébellion était un choix logique. À Nantes, nous sommes aujourd’hui une trentaine, de tous les âges et de disciplines variées. »

Quels sont les objectifs ?

« Être des lanceurs d’alerte pour rappeler le consensus scientifique planétaire qu’il ne peut exister une croissance infinie sur une planète aux ressources finies. Dénoncer la manipulation d’informations scientifiques au profit de certaines industries. Donner accès à la science

aux citoyens et citoyennes, car nous ne pouvons plus simplement restituer nos connaissances en attendant que les bonnes décisions soient prises. Il faut instaurer un rapport de force et organiser des actions de désobéissance civile non violente. Enfin, réorienter la recherche et l’enseignement supérieur pour aller dans le sens de la biodiversité. »

Des exemples d’actions locales ?

« Certain-es ont contacté des riverain-es de l’usine Yara, à Montoir-de-Bretagne, pour les aider à démontrer la pollution du site. Nous demandons aussi aux mairies locales l’extinction des lumières dans les magasins une heure après leur fermeture. Nous avons également participé à la COP alternative organisée à Bordeaux, en parallèle de la COP 28, et appelé à un accord international sur l’arrêt de l’exploitation de nouveaux gisements pétroliers. »

À l'écoute des ados

Chaque année, 2000 jeunes se rendent à une permanence de la Maison des adolescents dans toute la Loire-Atlantique. Soutenue par le Département, la Maison des ados propose écoutes et échanges anonymes et gratuits.

Dessins : Raphaël Beuchot





Les entretiens avec les adolescents, comme Clara, sont débriefés en équipe à la MDA. Psychologues, éducateur-ices, médecins et médiateur-ices y discutent des solutions pour chaque adolescent.

... concernant Aaron, il est retourné au collège.

Je propose de maintenir les rdv d'accompagnement à la scolarité, mais on peut lui proposer d'espacer à un par mois.

Elsa, psychologue.

De mon côté, j'ai reçu Clara, 16 ans, en premier rendez-vous. Son père lui a proposé de venir chez nous à cause de disputes récurrentes avec sa mère. Je pense qu'une médiation entre les deux serait la bienvenue.

J'ai de la place vendredi prochain...

En début d'après-midi.

Sandrine, médiatrice familiale.

Nickel, je leur proposerai.

Maison des Adolescents

Quelques semaines plus tard...

LYCÉE PAUL ELUARD

Mathis, je ne comprends pas ce qu'il t'arrive...

Ça fait 3 fois ce mois-ci que tu te fais renvoyer de cours

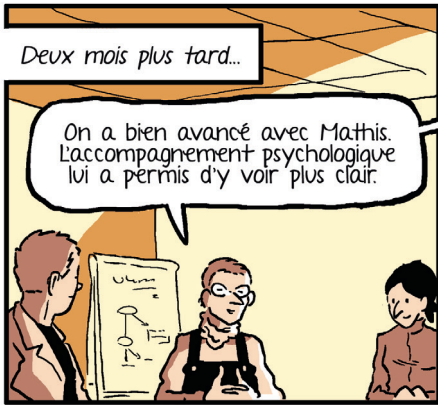
CPE

Tu as toujours eu un comportement irréprochable, aide-moi à comprendre ?

...

... Alors, qu'est-ce qu'elle t'a dit ?





Deux mois plus tard...

On a bien avancé avec Matthijs. L'accompagnement psychologique lui a permis d'y voir plus clair.

Il était en réalité déprimé et inquiet : son père a connu des complications professionnelles sérieuses, qui ont fait écho à ses propres angoisses d'orientation via Parcours Sup.



En tout cas, son comportement s'est nettement amélioré au lycée : je ne suis pas certaine qu'on le revoie.



Ah, salut Clara...

Salut...



Au fait... euh ...

J'y suis allé, tu sais...



À la maison des ados, je veux dire.



C'est bon, c'était stylé. j'y croyais pas du tout, mais ça m'a aidé de ouf. Merci du conseil. Vraiment.

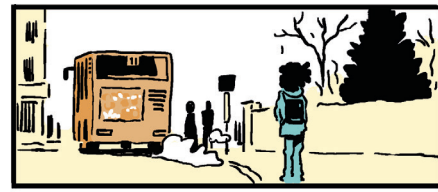
De rien, "gros cassos" !



Chaque année, plusieurs centaines d'adolescentes poussent les portes de la MDA. Quels que soient leurs raisons, questionnements ou problèmes, les équipes en place n'ont qu'une seule mission : les aider à aller mieux.



Ahah !



Pour joindre la MDA : 02 40 20 89 65 - mda44.fr

MDPH

un lieu utile
pour 115 000 habitant-es
en Loire-Atlantique



— C'est quoi la MDPH ?

La Maison départementale des personnes en situation de handicap accueille, informe et oriente les habitant-es sur leurs droits, les dispositifs existants et les démarches à accomplir. Elle évalue aussi la situation des personnes et les accompagne ensuite dans la mise en œuvre des aides proposées.

— Comment faire une demande de droits ?

Par internet, ou en retirant un dossier à la MDPH, ou dans un point d'information, comme les CLIC ou les unités PA PH du Département. Une fois le dossier complet, la demande est évaluée par une équipe de professionnel·les du domaine médico-social. Selon la situation, la MDPH propose un plan personnalisé de compensation du handicap, qui doit être validé par la commission des droits et de l'autonomie des personnes en situation de handicap.

— Que permet l'ouverture de droits ?

D'être reconnue personne en situation de handicap et d'obtenir, selon la situation, la prestation de compensation du handicap, qui permet de financer différentes aides humaines et, ou techniques, des aides pour adapter son logement et/ou son véhicule ; d'être reconnu-e travailleur handicapé ; de solliciter une place dans un établissement médico-social ; d'obtenir la carte mobilité inclusion. Toutes les infos en ligne sur handicap.loire-atlantique.fr



« Des droits qui facilitent la vie »

« Ma fille, aujourd'hui majeure, est autiste sévère. Ses droits à la MDPH ont été ouverts quand elle était petite. Parmi ses droits, j'ai pu demander la carte mobilité inclusion, que beaucoup de gens pensent réservée aux personnes en fauteuil. Ma fille n'a pas de problèmes moteurs graves, mais son autisme compliquait l'usage des transports en commun et l'organisation des déplacements en voiture. Or nous avons de nombreux déplacements quotidiens. Pouvoir me garer à proximité des lieux où nous devons aller grâce à la carte mobilité inclusion a été un facilitateur pour moi, son accompagnatrice. Des parents ne pensent pas à la demander alors qu'ils y ont droit. »

Sophie, habitante de Nantes



© C. Blanchard

« Simplifier les parcours »

Farida Rebouh

Conseillère départementale,
présidente de la Maison départementale
des personnes en situation de handicap

« En Loire-Atlantique, 115 000 habitant-es ont des droits ouverts à la Maison départementale des personnes en situation de handicap. Cette structure pilotée par le Département et l'État gère 100 000 demandes annuelles : informer, accueillir et traiter les dossiers d'aides pour compenser le handicap sont ses principales missions. Une demande est traitée entre 3,3 mois pour les adultes et 4,6 mois pour les moins de 20 ans. Des délais que nous essayons encore de raccourcir mais les demandes augmentent : + 9,7% entre 2021 et 2022. Installée dans de nouveaux locaux à Saint-Herblain depuis mai dernier, la MDPH propose désormais un lieu ressource où la présence d'associations complète son action auprès des habitant-es. Et nous avons simplifié certains parcours en attribuant des droits sans limitation de durée pour certains handicaps irréversibles ou en proposant une reconduction tacite pour la carte mobilité. Autre particularité, nous avons créé un comité d'usagers non associatifs : son regard critique nous permet de nous améliorer. »

PERSONNES ÂGÉES

CE QUE LE DÉPARTEMENT FAIT POUR VOUS

Pour accompagner les personnes âgées, le Département s'est fixé un objectif prioritaire : favoriser l'autonomie et le libre choix. Parce que la majorité des seniors veut rester à domicile, de multiples services peuvent vous être utiles au quotidien.



Retrouvez l'ensemble des infos utiles et le guide bien vieillir sur loire-atlantique.fr/bienvieillir

Informations près de chez vous

Les 21 CLIC (Centre locaux d'informations et de coordination) de Loire-Atlantique vous informent sur les services et les aides destinés aux seniors. Trouvez votre CLIC en appelant le 02 40 99 10 00 ou sur loire-atlantique.fr/clics

La téléassistance pour sa sécurité

La téléassistance vous sécurise 24h/24, notamment en cas de chute. Une simple pression sur un bouton prévient les secours. Abonnements dans le CCAS de votre commune ou sur : loire-atlantique.fr/teleassistance

Une aide financière pour rester autonome

Le Département délivre l'APA, une aide qui finance des services pour mieux vivre à domicile. Dossier de demande à retirer dans un CCAS ou à télécharger sur loire-atlantique.fr/apa

Une aide pour adapter son logement

Le Département peut vous aider, sous conditions de ressources, à financer des travaux d'adaptation du logement. Demande sur loire-atlantique.fr/aide-logement ou au **02 40 99 12 82**

Choisir sa résidence de retraite

Quelles sont les résidences près de chez moi ou de chez mes enfants ? Consultez l'annuaire des établissements en ligne et inscrivez-vous sur viatrajectoire.fr



© O. Chupin

NATURE

La Maison du lac en hiver !

Bouaye - Célébrée chaque année le 2 février, la Journée mondiale des zones humides est l'occasion de faire découvrir à un large public ces espaces naturels, leur beauté et leur richesse ainsi que de sensibiliser à leur fragilité et à l'importance de les protéger. Les samedi 3 et dimanche 4 février, la Maison du lac de Grand-Lieu profite de l'occasion pour vous ouvrir ses portes gratuitement : projection d'un documentaire sur la résilience du lac, présentation d'une œuvre réalisée par des collégiens et collégiennes, avec la collaboration du Grand T, théâtre de Loire-Atlantique, et visite inédite du lac en hiver, quand il déborde d'eau.

maisondulacdegrandlieu.org



© A. Jean / SOS MEDITERRANEE

SOS MÉDITERRANÉE

UNE EXPO POUR OUVRIR LES YEUX

Nantes - En l'espace de dix ans, plus de 28 000 personnes ont péri noyées en Méditerranée.

L'association SOS Méditerranée porte secours à des milliers de naufragé-es. Le Département,

partenaire de cette association, accueille une exposition, *Être(s) Humain(s)*, qui raconte l'histoire de cette main tendue, pendant cette urgence humanitaire permanente.

Du 22 janvier au 29 février, à l'Hôtel du Département, 3 quai Ceineray à Nantes.

Du lundi au vendredi de 8h30 à 18h.

Entrée libre

loire-atlantique.fr/expo-sos-med



CULTURE

BIS repetita

Nantes - Les 17 et 18 janvier se dérouleront les Biennales internationales du spectacle, qui fêtent leurs 20 ans. Cet événement unique en France constitue une vitrine pour les activités culturelles et le spectacle vivant. Au programme : des débats, des stands présentant des initiatives culturelles, mais aussi des spectacles, dans différents lieux culturels de la métropole nantaise. Le Département de Loire-Atlantique est partenaire de cet événement.

Les 17 et 18 janvier 2024 à la Cité des Congrès de Nantes.

bis2024.com



© Vincent Bureau

THÉÂTRE

La Veillée

La compagnie OpUs aime bien le théâtre joyeux, simple et décalé. C'est donc la formule pour cette *Veillée* : Lucette et Serge invitent tout le monde pour une soirée auprès du feu, après une excursion de leur maison de retraite. Et c'est là que tout part en vrille, avec des jeux, des danses et des chansons loufoques, pour se régaler à rigoler.

Un spectacle proposé par le Grand T, théâtre de Loire-Atlantique.

Le 13 février au centre culturel Athanor, à Guérande

Le 14 février au Canal, à Redon

Le 16 février à la salle polyvalente d'Abbaretz

Le 17 février à l'amphithéâtre Narcejac, à Pornic

Le 4 avril au Grand Lieu, à La Chevrolière

Et plus encore
sur le site départemental

loire-atlantique.fr/agenda



© Florian Salubertconcept

DANSE

Trajectoires

Janvier arrive et Trajectoires, le rendez-vous de la danse, s'annonce au programme. Dix-neuf lieux culturels dans toute la Loire-Atlantique, 30 équipes artistiques, des propositions de danse de tous les styles.

Organisé par le Centre chorégraphique national de Nantes, avec le soutien du Département.

Du 11 au 21 janvier à Nantes, Saint-Herblain, Carquefou, Saint-Nazaire, Nort-sur-Erdre, Haute-Goulaine...

festival-trajectoires.com



© G. Trégnier

CINÉMA

La Semaine du film palestinien en Loire-Atlantique

La 7^e édition de la Semaine du film palestinien en Loire-Atlantique, organisée par l'Association France Palestine Solidarité 44, se déroulera du 24 janvier au 4 février 2024. La diffusion d'œuvres d'artistes palestiniens et/ou évoquant la Palestine a pour objectif de faire connaître l'histoire, la culture, la réalité de ce peuple, pour mieux comprendre le contexte. Plus de 20 cinémas de Loire-Atlantique se sont à nouveau engagés dans cette aventure.

Un festival soutenu par le Département de Loire-Atlantique

Du 24 janvier au 4 février : afps44. france-palestine.org



© Marc Tsypkine

FAMILLE

Et si on nous avait menti...

Et si Pinocchio revenait parmi nous, à notre époque ? Le Nantais Nicolas Sansier transforme ce conte cruel en une fantasmagorie actuelle, avec effets spéciaux pour la fée bleue et la baleine et conflits sur la place des écrans dans la vie d'un ado.

Un spectacle proposé par le Grand T, théâtre de Loire-Atlantique.

Le 12 mars au Quai des Arts à Pornichet

Le 14 mars à l'Espace Cœur en Scène à Machecoul

Le 19 mars au Théâtre Quartier libre à Ancenis



© Clack - David Gaillard

FESTIVAL

Hip Opsession

Le hip-hop fête ses 50 ans. Le festival itinérant Hip Opsession, organisé par Pick up production, revient donc aux origines de ce mouvement culturel ancré dans notre époque, avec de la musique, de la danse, des arts graphiques...

Du 22 février au 2 mars dans toute l'agglomération nantaise

MAJORITÉ | GROUPE LOIRE-ATLANTIQUE À GAUCHE

Budget 2024 : un report et un cri d'alerte !

Le contexte économique et financier, qui prévoit une forte dégradation des recettes du Département en 2024, a conduit au report du vote de notre budget au printemps prochain. Les Départements sont tous, aujourd'hui, en grande difficulté. Même en Loire-Atlantique, c'est l'impasse.

Nous n'avons plus la main sur nos recettes

La réalisation d'un budget nécessite de s'appuyer sur des chiffres au plus près de la réalité et sur une vision durable et pérenne des grands équilibres financiers. C'est ce que font au quotidien tous les ménages et c'est cette même conception qui prévaut pour les finances du Département. Or, conséquence des réformes gouvernementales successives, plus de la moitié des recettes du Département provient des frais de notaire et d'une part de TVA. Tout cela repose sur la conjoncture économique, par nature incertaine et volatile. Ce n'est pas acceptable.

Comment aurions-nous pu voter un budget en décembre, sachant déjà qu'il aurait fallu le revoir trois mois plus tard ? C'est en toute transparence et sincérité, vis-à-vis des citoyennes et des citoyens, que nous avons décidé de nous donner un délai supplémentaire pour revoir la construction du budget. Comme le font d'ailleurs beaucoup de collectivités, toutes tendances politiques confondues.

Derrière un budget, c'est la mise en œuvre de notre programme qui se joue. Cette capacité d'action est

aujourd'hui menacée. En retirant aux Départements toute maîtrise de leurs ressources, l'État a bafoué le principe d'autonomie des collectivités locales. Dans notre République décentralisée, c'est gravissime.

Oui, le Département est bien géré

Le Département peut heureusement s'appuyer sur la stratégie financière irréprochable menée ces dernières années. Elle a déjà permis de faire face en 2023 à l'augmentation des dépenses sociales qui s'imposent aux Départements, et aux dépenses supplémentaires décidées par l'État sans apporter de moyens suffisants. Dans le même temps, nous avons désendetté la collectivité, qui dispose d'une capacité, de désendettement de 2,4 années, un niveau historiquement bas.

Face aux effets de manche de l'État, qui fait payer ses annonces par les autres, nous allons mener la bataille. D'autres recettes sont possibles, plus justes socialement et mieux connectées aux dynamiques locales de notre département. Nos concitoyens les plus fragiles ne peuvent pas être les victimes collatérales de la crise immobilière.

Notre majorité présentera prochainement un budget sincère et fidèle à son projet de mandat. Faisons des contraintes qui pèsent sur nous aujourd'hui et des défis que nous avons à relever une opportunité ! C'est notre responsabilité et notre ambition pour préparer la Loire-Atlantique de demain.

Les élu·es du groupe Loire-Atlantique à gauche

J. Alemany | M. Bigeard
C. Bir | P. Bolo | D. Cadro
J. Charrier | C. Chassé
B. Choubrac | D. Cornet
H. Corouge | V. Danis
K. Fouquet | C. Grelaud
F. Hervochon | L. Jean
B. Lebeau | L. Mahé
D. Martineau | L. Meignen
M. Ménard | R. Orhon
N. Oudaert | F. Padovani
D. Poirout | A. Rebouh
F. Rebouh | F. Sallé
J.-L. Séchet | F. Thiriet
L. Thominiaux | C. Tramier.

Tél. 02 40 99 78 56
44agauche@loire-atlantique.fr

Les élu·es du groupe écologiste

O. Accarion | U. Bessière
L. Dubost | C. Girardot-Moitié
L. Pahun.

Tél. 02 40 99 78 23
groupe.ecologiste@loire-atlantique.fr

OPPOSITION | GROUPE DÉMOCRATIE 44

Budget, pompiers, collègues : le grand bazar

Le 28 novembre, le président du Conseil départemental a annoncé sa décision d'annuler la session des 11, 12 et 13 décembre consacrée au vote du budget 2024 étant « dans l'incapacité de présenter un budget sincère ».

Baisse des recettes liée aux droits de mutation, diminution des compensations de la suppression de la taxe foncière et hausse des dépenses, **la majorité est contrainte de réaliser entre 60 et 80 M€ d'économies pour boucler son budget, dont le vote est décalé à mars 2024.**

Depuis 2012 et l'élection de François Hollande, nous prévenons sur les conséquences des décisions de l'État sur les finances départementales.

Depuis 2015, nous alertons sur le niveau des dépenses somptuaires engagées par la gauche départementale sur les compétences non obligatoires.

Ce report, décision inédite en France et en Loire-Atlantique, vient s'ajouter à la multiplication des tensions :

- **Les sapeurs-pompiers professionnels** qui réclament des moyens à la hauteur des besoins ;

- **Les chefs d'établissement de l'enseignement privé** qui subissent des baisses de subvention dans un contexte inflationniste ;

- **Les familles de plusieurs collègues publics** qui ne comprennent pas les décisions du Département (Rosa Parks, Guist'hau, Durantière, Frida Kahlo...).

Entre impréparation et dogmatisme, il y a le feu à tous les étages pour les élus socialistes et écologistes du Département de Loire-Atlantique.

Les élu·es de Démocratie 44

R. Amailland | J.-L. Besnier
E. Bouvais | C. Ciron
A.-M. Cordier | M.-C. Curaudeau
T. Deville | E. Drion
V. Dubettier-Grenier
P. Dugravot | S. Goslin
F. Guillot | L. Le Bihan
C. Luquiau | J.-P. Marchais
P. Martin | S. Mounier
A. Paragot | J.-C. Provost
R. Raher | N. Sorin
L. Turquois | C. Van Goethem
J. Vealeu

groupe.democratie44@loire-atlantique.fr
Tél. 02 40 99 09 40
Twitter : @democratie44
Facebook : democratie44

JEU PHOTO

**Cette photo a été prise
en Loire-Atlantique
mais où exactement?!**

**En jeu, un vélo
et deux week-ends
en Loire-Atlantique !**

Donnez votre réponse en écrivant à :
magazine44@loire-atlantique.fr

ou sur papier libre à :

**Loire-Atlantique magazine
3 quai Ceineray 44041 Nantes**

La réponse au jeu du numéro 181
était la pointe Saint-Gildas à Préfailles.





Être(s) Humain(s)

Citoyen·nes solidaires en mer Méditerranée

EXPOSITION

DU 22 JANVIER 2024
AU 29 FÉVRIER 2024

HÔTEL DU DÉPARTEMENT
3 QUAI CEINERAY
À NANTES

loire-atlantique.fr/expo-sos-med

SOS
MEDITERRANEE
#TogetherForRescue

UNE EXPOSITION DU DÉPARTEMENT

Loire
Atlantique